

NATIONS UNIES

UN LIBRARY

OCT 2 - 1980



ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE



UN/CA COLLECTION
CONSEIL
DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE

A/35/485
S/14194 ✓

25 septembre 1980

ORIGINAL : FRANÇAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Trente-cinquième session
Points 22 et 119 de l'ordre du jour
LA SITUATION AU KAMPUCHEA
QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITÉ ET DE
LA COOPÉRATION DANS L'ASIE DU SUD-EST

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Trente-cinquième année

Lettre datée du 25 septembre 1980, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Kampuchea démocratique auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, pour votre information, l'aide-mémoire en date du 8 septembre 1980 du Ministère de l'information du Kampuchea démocratique intitulé "Un demi-siècle de visées expansionnistes et annexionnistes de Hanoi".

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 22 et 119 de l'ordre du jour et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du
Kampuchea démocratique,

(Signé) THIOUN Prasith



ANNEXE

UN DEMI-SIECLE DE VISEES
EXPANSIONNISTES ET ANNEXIONNISTES
DE HANOI

Après 1975, les autorités de Hanoi, enivrées par leur récente victoire et dévorées d'une ambition démesurée poursuivent leur expansion, cette fois vers l'Ouest. L'absorption du Laos et l'occupation actuelle du Kampuchea font partie d'une stratégie expansionniste et annexionniste, conçue et mise à exécution par le Parti Communiste Indochinois à partir de 1930, année de sa fondation. 50 ans se sont écoulés depuis. Les méthodes et procédés utilisés varient d'une période à l'autre, allant de la séduction jusqu'à l'agression ouverte en passant par la subversion, la déstabilisation, les tentatives de coup d'Etat. Mais la volonté de dominer et d'avaler le Kampuchea reste la constante de la politique suivie par les autorités de Hanoi.

Ce memorandum est un rappel succinct d'un certain nombre de faits susceptibles de faire la lumière sur les relations entre le Kampuchea et le Vietnam durant ces 50 dernières années (1930-1980).

I.- DE 1930 A 1954

1930: Fondation du Parti Communiste Indochinois, alias Parti Communiste Vietnamien. Les statuts du Parti stipulent explicitement la création d'une Fédération Indochinoise sous la direction du Parti, exclusivement aux mains des cadres vietnamiens. Le nom du Parti est en lui-même révélateur du dessein hégémoniste et annexionniste des dirigeants de Hanoi sur les mouvements de libération nationale des peuples du Kampuchea et du Laos.

Cette période fut marquée pour le Kampuchea par la consolidation du pouvoir colonial dont les agents vietnamiens constituent l'ossature. Ces fonctionnaires, 10 fois plus nombreux que ceux venant de la Métropole occupaient tous les postes-clés, que ce soit dans l'administration, l'économie, les travaux publics, les postes et télécommunications, les douanes, l'éducation etc... On sait que le Vietminh (l'équivalent du "Vietcong" sous l'administration coloniale) recrutait bon nombre de ses cadres locaux parmi ces agents vietnamiens de l'administration coloniale.

De 1946 à 1954, sous prétexte de "solidarité anti-colonialiste", des cadres et des troupes du Vietminh furent envoyés au Kampuchea. Ils avaient reçu pour mission d'"aider" les résistants khmers à lutter contre le corps expéditionnaire français. En fait, ils venaient pour prendre en mains le contrôle du mouvement de libération du Kampuchea. Ils recrutèrent leurs agents et les infiltraient dans le mouvement. L'armée dite "Armée de Libération Nationale Khmère", fondée en 1947 était placée sous le commandement du Vietnamien Nguyen Thanh Son. Parallèlement, un soi-disant "Gouvernement du Kampuchea libre" a été mis sur pied dont la quasi-totalité des membres étaient vietnamiens. La langue officielle utilisée dans les zones dites libérées d'alors était le Vietnamien. En même temps, toujours sous le couvert de la prétendue solidarité anti-colonialiste, les cadres et les troupes de Hanoi se livraient au pillage systématique des ressources économiques, en particulier le riz et le poisson du Tonlé Sap, pour les acheminer au Vietnam.

A la fin de l'année 1950, devant la montée du patriotisme kampuchéen et lao et pour mieux dissimuler ainsi ses desseins expansionnistes et annexionnistes, le Parti Communiste Indochinois se scinda en 3 branches "nationales". Il est significatif que la branche khmère, dénommée "Parti Populaire Révolutionnaire du Kampuchea" n'existait que de nom. Les statuts de ce Parti n'étaient que le décalque de ceux de la branche mère, c'est-à-dire du "Parti des Travailleurs du Vietnam". Et pour tenter de dissiper toute suspicion sur les raisons de ce changement et réaffirmer en même temps le dessein de la "Fédération Indochinoise" qui anime les dirigeants de Hanoi, une Conférence dite de solidarité indochinoise contre les colonialistes français fut convoquée en mars 1951 pour soi-disant unifier la lutte contre l'administration coloniale.

Ajoutons que pour légaliser la présence des troupes de Hanoi, appelées alors "Vietminh", sur le territoire du Kampuchea, Hanoi fit appeler par le "Gouvernement provisoire khmer" les troupes Vietminh à intervenir au Kampuchea, en 1953 à la veille de la Conférence de Genève sur l'Indochine en 1954. Il est intéressant de noter la similitude de ces événements avec ceux qui ont suivi l'entrée des troupes d'invasion vietnamiennes à Phnom Penh, le 7 janvier 1979. Un prétendu traité d'amitié et de coopération a été signé entre Hanoi et l'administration vietnamienne à Phnom Penh le 19 février 1979, soit un mois et demi après l'agression, pour tenter de légaliser cette invasion. Dans des circonstances historiques différentes, c'est le même scénario qui se répète.

Notons pour clore ce chapitre que le Vietminh ne répugne pas à recourir à des enlèvements des fonctionnaires de l'administration coloniale pour en faire leurs agents, tel le cas de Mèn San, alias Ney Sarann, ancien secrétaire dans la province de Svay Rieng.

En revanche, les intellectuels patriotes rentrés notamment de France, ont été tenus à l'écart. Au lieu de bénéficier d'une formation politique et idéologique, destinée à en faire de futurs cadres et dirigeants, ils étaient assignés à des tâches qui ne correspondaient nullement à leur compétence: s'occuper de la cuisine ou transporter des engrais organiques pour fertiliser les cultures, etc...

Il n'est guère étonnant dans ces conditions qu'après le départ des cadres et troupes vietminh au Vietnam, intervenu à la suite des Accords de Genève de 1954, les cadres et les agents khmers appelés "Khmers-Vietminh", laissés à eux-mêmes, étaient incapables de mobiliser et diriger le peuple pour lutter dans les nouvelles conditions. Beaucoup se lassaient de leur situation de militants et abandonnèrent la lutte. D'autres ont trahi purement et simplement comme ce fut le cas de Siev Heng, ancien "secrétaire général" du "Parti".

II- DE 1954 A 1970

Cette période qui commença avec le départ des cadres et troupes du Vietminh du Kampuchea, suivant les dispositions des Accords de Genève de 1954 fut marquée par un reflux de l'influence de Hanoi dans le mouvement révolutionnaire du peuple du Kampuchea. Ce reflux fut mis à profit par le courant authentiquement national pour orienter et organiser le mouvement révolutionnaire et patriotique du Kampuchea suivant une ligne indépendante et souveraine. La fondation du Parti Communiste du Kampuchea le 30 septembre 1960 couronna la victoire de cette ligne. Les autorités de Hanoi ne pardonneront jamais aux dirigeants de la révolution du Kampuchea ce défi. Mais elles se trouvèrent alors devant un dilemme: devant faire face à la guerre qui sévissait chez elles, elles avaient besoin de l'appui du mouvement de libération du Kampuchea qui contrôlait de fait un vaste territoire, notamment dans le Nord-Est et dans l'Est, où étaient implantés des "sanctuaires", et autres installations logistiques des Vietcongs et Nord-Vietnamiens, dont les pistes dites "Ho Chi Minh" qui traversaient

le territoire kampuchéen avant d'aboutir au Sud Vietnam.

En 1965, on comptait environ 150 000 Vietcongs établissant leur refuge au Kampuchea sur une profondeur de 2 à 5 kilomètres de la frontière depuis Romeas Hek (province de Svay Rieng) jusqu'à la région des 3 frontières, dite " queue de Naga", (province de Rattanakiri) à l'extrême Nord-Est du pays. Ce nombre s'est élevé à 200 000 en 1966 pour atteindre plus d'un million en 1970. Vo Chi Cong, responsable adjoint vietnamien pour le Sud Vietnam vivait dans le Nord-Est du Kampuchea, où trouvaient refuge de 200 000 à 300 000 Vietcongs. Quant aux membres du Comité Central du Parti vietnamien pour le Sud Vietnam, ils étaient installés à Mémot, dans la région Est du Kampuchea. Parmi eux, on comptait Nguyen Chi Thanh, Pham Hung, Nguyen Van Linh alias Muoi Cuc, Tran Nam Trung. Nguyen Chi Thanh, haut-responsable militaire, était un personnage important; il aurait probablement succédé à Le Duan s'il n'était pas mort peu après.

Mais les autorités de Hanoi ne tardèrent pas à témoigner leur reconnaissance aux dirigeants révolutionnaires du Kampuchea d'une étrange façon. Au lieu de respecter la souveraineté du pays-hôte, elles profitèrent de leur présence massive au Kampuchea pour renouer contact avec leurs anciens agents et réorganiser le réseau, délaissés en 1954. En même temps, elles mettaient sur pied des organismes parallèles de pouvoir, que ce soit dans le Parti, l'armée et l'administration, notamment avec les 2 000 cadres qu'elles ont formés à Hanoi depuis 1954 et qui ont regagné le Kampuchea après le coup d'Etat du 18 mars 1970.

Parallèlement, Hanoi arrivait à obtenir des facilités de ravitaillement par l'intermédiaire du Port de Kompong Som. Profitant de cette situation, les dirigeants Nord-vietnamiens conçurent un plan diabolique qui déjà recevait un début d'application: faire entrer clandestinement au Kampuchea 200 000 Vietnamiens par an. A ce rythme, au bout de 30 ans, les nationaux du Kampuchea seraient devenus minoritaires dans leur propre pays. L'absorption du Kampuchea par le Vietnam se serait effectuée alors en douce sans que personne ne s'en rende compte.

III- DE 1970 A 1980

La période 1970-1975, qui correspondait à la généralisation du conflit à l'ensemble de "l'Indochine", fut marquée

par les tentatives successives de Hanoi pour imposer de nouveau leur contrôle sur le mouvement révolutionnaire du Kampuchea. Le coup d'Etat du 18 mars 1970 était une occasion jugée inespérée par les autorités de Hanoi pour revenir en force au Kampuchea, tel un raz de marée qui déferle sur tout le pays. Profitant de l'absence de Monsieur Pol Pot alors en visite au Nord Vietnam puis en Chine, le général Minh, responsable de la zone du Centre Vietnam vint à Rattanakiri rencontrer au début de mai 1970 MM. Ieng Sary et Son Sen, responsables de la région Nord-Est, pour leur proposer la création des commandements militaires mixtes dont la présidence serait assumée par M. Ieng Sary alors que la réalité du pouvoir serait détenue par les Vietnamiens. Devant le refus de la partie kampuchéenne, ces derniers usèrent de la menace et recoururent à un véritable coup de force, en faisant encercler par leurs troupes le Quartier Général des forces kampuchéennes. Mais pris sous des bombardements américano-sud vietnamiens, les Nord Vietnamiens et le général Minh à leur tête déguerpirent sans demander leur reste.

Pendant ce temps, les entretiens entre les délégations du Kampuchea et du Parti des Travailleurs du Vietnam, dirigés respectivement par M. Pol Pot et Le Duan se déroulaient à Hanoi dans un climat très tendu. Car les Nord Vietnamiens s'opposaient violemment à la ligne indépendante des patriotes kampuchéens notamment à la lutte armée déclenchée par ces derniers à partir du 17 janvier 1968. Hanoi redoutait au plus haut point le développement indépendant des forces et des expériences politiques et militaires des révolutionnaires kampuchéens. Hanoi craignait d'autre part pour sa coopération avec le Gouvernement du Kampuchea en place. Le Duan a alors déclaré à M. Pol Pot: "selon l'expérience vietnamienne il ne faut pas mener la lutte armée. Il vaut mieux que vous attendiez la victoire du Vietnam. A ce moment là, nous frapperons d'un seul coup et nous libérerons Phnom Penh".

Les négociations de paix de Paris qui débutaient en 1968 furent l'occasion pour les dirigeants de Hanoi de se prévaloir aux yeux de leurs interlocuteurs comme les véritables maîtres du Kampuchea. Au mois d'octobre 1972, les Accords de Paris étaient déjà mis au point dans leurs grandes lignes. Mais l'ultime obstacle était constitué par le Kampuchea. Hanoi chargea Nguyen Van Linh puis Pham Hung de faire pression sur les dirigeants du Kampuchea pour que ces derniers acceptassent une solution de compromis.

Au cours de sa rencontre avec M. Pol Pot du 24 au 26 janvier 1973, Pham Hung remit à ce dernier une copie du texte des Accords de Paris en vietnamien, accords qui étaient déjà paraphés et n'attendaient que le consentement de la partie Kampuchea (cf l'article 20) pour être signés. Si la partie Kampuchea persistait dans son refus, la partie vietnamienne ne réagirait pas aux bombardements massifs du Kampuchea par l'aviation américaine. Et c'est ce qui advint effectivement pendant 200 jours et 200 nuits du mois de février au 15 août 1973.

Les autorités de Hanoi ont accueilli avec dépit et désarroi la nouvelle de la libération de Phnom Penh le 17 avril 1975, intervenue avant la chute de Saigon (30 avril 1975). Car Le Duan et consorts voyaient s'écrouler leur plan depuis longtemps échafaudé, qui consistait à lancer leurs troupes sur Phnom Penh pour soi-disant la libérer après la prise de Saigon. Les dirigeants de Hanoi rêvaient d'imiter l'exemple de leurs grands frères soviétiques qui avaient "libéré" en leur temps les pays Est-européens. On sait aujourd'hui ce qu'il est advenu de ces "libérations".

Parallèlement à ces pressions ouvertes, les dirigeants de Hanoi complotaient l'assassinat des dirigeants du Kampuchea. Ils ont utilisé à cette fin leurs agents infiltrés de longue date dans le mouvement patriotique. Tel ce Mèn San, enlevé et formé par les Vietnamiens en 1946, qui a ordonné à Koy Thuon, responsable de la région Nord (Kompong Cham-Kompong Thom-Siemreap) d'empoisonner M. Pol Pot en novembre 1970 avec du produit fourni par les soins de Tran Nam Trung, alors Ministre de la Défense du GRP du Sud Vietnam.

La période qui suivit la libération du Kampuchea en 1975 fut marquée par une aggravation accrue des conflits qui devait éclater au grand jour le 31 décembre 1977. Dès le lendemain du 17 avril 1975, alors même qu'elles ne s'étaient pas encore emparées de Saigon, les autorités de Hanoi lançaient déjà des attaques meurtrières contre l'Armée Nationale du Kampuchea Démocratique, notamment à Kaam Samnar, province de Kandal. Depuis la province de Kampot jusqu'à la province de Rattanakiri, les troupes vietnamiennes lançaient sans cesse des provocations le long de la frontière. En outre, elles ont tenté de débarquer sur des îles côtières, telles Koh Sès, Koh Thmey et Koh Takiev, situées devant Ream. A la fin de mai, elles ont attaqué et se sont emparées des îles Koh Way. En même temps que ces attaques d'empiètement, Hanoi refusait catégoriquement de reconnaître les frontières maritimes et terrestres du Kampuchea, pourtant solennellement reconnues par le GRP du Sud Vietnam et la République Démocratique du

Vietnam en 1966 et 1967. Parallèlement, ils ont poussé à l'action leurs agents infiltrés dans l'appareil d'Etat du Kampuchea Démocratique pour fomenter des coups d'Etat. La première tentative qui eut lieu en juin 1975 échoua. D'autres suivirent et connurent le même sort. On en comptait au total six dont la dernière en mai 1978 fut directement conçue et mise à exécution par le Bureau Politique du Parti Communiste Vietnamien lui-même.

Sur le plan diplomatique, les autorités de Hanoi entreprirent une campagne à grande échelle pour isoler le Kampuchea Démocratique en propageant les pires calomnies et assertions mensongères à son égard. On se rappelle avec quelle hargne les autorités de Hanoi s'opposaient à la normalisation et à l'amélioration des relations du Kampuchea Démocratique avec la Thaïlande. La visite qu'effectua en octobre 1975 M. Ieng Sary, Vice-Premier Ministre, chargé des Affaires Etrangères du Gouvernement du Kampuchea Démocratique à Bangkok était considérée par Hanoi comme une trahison.

Lors de la Conférence au Sommet des pays non-alignés de Colombo en août 1976, il a exercé de fortes pressions sur le Kampuchea Démocratique pour que ce dernier ralliât le "groupe des pays progressistes", une sorte de mini-bloc pro-soviétique au sein du Mouvement non-aligné.

Les attaques armées de l'extérieur n'étaient destinées qu'à renforcer les activités intenses menées par des agents infiltrés pour renverser le Gouvernement du Kampuchea Démocratique de l'intérieur, réalisant en douce les desseins expansionnistes et annexionnistes des autorités de Hanoi. C'est seulement après l'échec de ces actions criminelles qu'au milieu de 1977, Hanoi élaborait, avec l'appui de l'Union Soviétique un plan d'attaques de grande envergure. Aux mois de novembre et décembre 1977, il lança 14 divisions qui pénétrèrent jusqu'à 20 km à l'intérieur du Kampuchea en certains endroits, avec la participation des conseillers soviétiques et cubains. Cette agression vietnamienne fut brisée le 6 janvier 1978. La seconde phase d'offensive de grande envergure qui débuta le 25 décembre 1978 et qui fut marquée par la prise de Phnom Penh le 7 janvier 1979 consacra l'échec politique de la stratégie de "Fédération Indochinoise". Hanoi fut démasqué à la face du monde entier et son ambition d'avaloir le Kampuchea et d'exterminer son peuple fut dévoilée au grand jour.

A présent, avec la faillite de la campagne de rattachage de la saison sèche 1979-1980, cette funeste stratégie a subi un cuisant échec sur le plan militaire.

D'ores et déjà, nous sommes en mesure d'affirmer que la stratégie expansionniste et annexionniste que les autorités de Hanoi ont mis un demi-siècle pour réaliser, connaît le sort inéluctable réservé de tout temps dans l'histoire aux agresseurs, celui de la défaite finale. Cette issue fatale qui les attend, les autorités de Hanoi le savent, leurs maîtres, les expansionnistes soviétiques aussi en sont conscients. Ils n'ignorent pas, instruits par leurs propres expériences, qu'aucune puissance dominatrice, quelle qu'elle soit, ne saurait avoir raison d'une guerre populaire, de la volonté inflexible de lutte de tout un peuple uni, résolu à préserver à n'importe quel prix la survie de son entité nationale et de sa civilisation.

Le 8 septembre 1980

Ministère de l'Information
du Kampuchea Démocratique.